

REVOLUTION INTERNATIONALE



ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

le capitalisme est dans l'impasse

L'AVENIR APPARTIENT AU PROLETARIAT

■ Le capitalisme ne connaît pas d'issue à sa crise sinon toujours plus de misère et de barbarie guerrière. Cette réalité les violentes secousses boursières et monétaires, qui agitent le monde depuis deux mois, sont venues la dévoiler au grand jour en annonçant la perspective d'une récession mondiale sans précédent depuis les années 30.

Rappelons-nous, aujourd'hui que ce système décadent fait un tel aveu de faillite, tous les discours que nous a tenus la bourgeoisie, tout ce qu'elle nous a fait avaler, tous les "sacrifices" qu'elle nous a imposés, au nom de "ça ira mieux demain". Dans les années 70, quand l'inflation galopante dévorait le pouvoir d'achat des salaires ouvriers et que le chômage ne faisait que commencer sa montée en flèche, on nous a dit "ce n'est rien, juste un petit choc pétrolier, ça va passer". Ensuite, quand les licenciements sont tombés par centaines de milliers dans tous les pays, on nous a dit que c'était le prix passager de la "révolution technologique" à venir. Et les licenciements ont continué à tomber. On a eu alors l'heure de gloire des "reaganomics", avec ses campagnes sur la "révolution libérale" menées en parallèle avec la mini-reprise économique de Reagan de 83-84. Quand après

deux ans à peine cette "reprise" a commencé à s'esouffler, laissant la place à un gonflement complètement artificiel des bourses du monde entier, on nous a encore fait passer cela pour des signes de la victoire de cette nouvelle sauce libérale et de la bonne santé du capitalisme.

C'est cette dernière baudruche qui vient d'éclater à grand bruit, et avec elle ce n'est pas seulement tout ce vernis "néo-libéral" qui fait lamentablement banqueroute, ce sont surtout tous les discours tenus à la classe ouvrière sur le thème "il faut travailler plus et ça ira mieux", "ceux qui accepteront de remonter leurs manches et de se serrer un peu la ceinture s'en sortiront" qui révèlent toute leur inanité. On a imposé aux ouvriers les pires sacrifices, on les a obligé à travailler plus et à gagner moins, et la crise n'a fait qu'empirer toujours plus jusqu'à ce que la bourgeoisie elle-même avoue que le pire est devant nous.

Car l'impasse à laquelle est acculé le capitalisme va impliquer à court terme et dans tous les pays du monde un nouveau bond gigantesque du chômage en même temps qu'une dégradation accélérée du pouvoir d'achat de tous les ouvriers.

Dans le Tiers-Monde où règne une misère déjà atroce, où ce que subissent déjà les ouvriers ce sont des hausses incessantes des prix des produits de première nécessité, des plans d'austérité draconiens, l'impossibilité croissante de se nourrir eux et leurs familles, la plongée dans la récession mondiale va imposer une barbarie encore plus effroyable aux exploités.

Dans les pays de l'Est où déjà c'est en imposant à la classe ouvrière des conditions d'existence de plus en plus insupportables que la bourgeoisie "socialiste" défend ses intérêts capitalistes sur le marché mondial, la récession qui s'annonce va avoir des conséquences plus effroyables encore.

Mais c'est dans les pays les plus développés de la planète que la chute et ses implications pour le prolétariat seront les plus brutales. L'engagement du pays le plus puissant du monde, les USA, dans une politique directe de récession ne signifie pas seulement austérité, fermetures d'usines et licenciements massifs dans ce pays mais aura des conséquences encore plus énormes pour tous ses partenaires en particulier ceux d'Europe occidentale.

L'intensification de la guerre commerciale va exiger l'élimination totale et sans rémission de pans industriels entiers reconnus déjà depuis longtemps comme non rentables. Pour ceux qui subsisteront, la récession va signifier révision en baisse du volume de production et mise en place de mesures de restructurations draconiennes. Ainsi avant le krach la bourgeoisie européenne prévoyait la disparition de 80 000 emplois dans la sidérurgie en Europe d'ici 1990. Il est désormais clair que ce sera beaucoup plus et plus vite. Un pays "phare" comme l'Allemagne, soit-disant le "mieux loti" d'Europe nous en donne dès aujourd'hui la preuve en annonçant la suppression de 35 000 emplois dans la sidérurgie et autant dans les mines. Le chômage en Europe, en hausse constante depuis 20 ans, va faire un bond gigantesque en avant.

(SUITE P.4)

Reagan - Gorbatchev le "désarmement" pour mieux préparer la guerre

■ Le 8 décembre a été signé à Washington entre les deux principaux dirigeants politiques du monde un accord, qualifié d'"historique" par les médias, portant sur l'élimination en Europe et en Asie des missiles nucléaires de portée intermédiaire (entre 500 et 5500 kms). Cette cérémonie et les 3 jours d'entretien entre Reagan et Gorbatchev ont été en particulier l'occasion pour la presse et la télévision des USA (relayées massivement par celles de tous les pays) de se pâmer devant les "qualités" de "Gorby" pour qui un crétin de journaliste a même déclaré qu'il aimerait voter pour lui s'il était russe. Nous sommes loin des croisades reaganiennes et médiatiques du début des années 80 contre "l'empire du mal" notamment développées à l'appui d'une augmentation sans précédent du budget militaire des USA et de leurs alliés, et de

l'installation des "euromissiles" américains en Europe occidentale. Si on en croit beaucoup de commentateurs, depuis ceux de Thatcher qui se dit "électrisée par un traité qui est un symbole d'espoir pour l'avenir" jusqu'à ceux du PCF qui a diffusé à 3 millions d'exemplaires un tract saluant l'accord de Washington celui-ci ouvrirait la perspective d'un "monde de paix". Les ouvriers ne doivent pas être dupes : comme le démontrent encore jour après jour les affrontements dans le Golfe persique et le maintien de la formidable armada occidentale dans cette région, le capitalisme ne peut pas apporter la paix au monde. Au contraire, à mesure que ce système s'enfonce dans une crise économique insurmontable, la seule réponse qu'il puisse lui apporter c'est une aggravation des tensions militaires et, en fin de compte, si la clas-

Mobilisation ouvrière massive en R.F.A.

→ page 5

se ouvrière lui laissait les mains libres, une nouvelle guerre mondiale signifiant la destruction de l'humanité.

UNE REDUCTION DES ARMEMENTS QUI NE CHANGE RIEN AUX MENACES GUERRIERES

L'insignifiance de la portée réelle de l'accord de Washington apparaît clairement dès que l'on compare le nombre des missiles et des têtes nucléaires qui sont appelés (si l'accord est réellement appliqué) à être retirés de la circulation (429 missiles et autant de têtes du côté US, respectivement 857 et 1667 du côté russe) aux arsenaux atomiques qui restent en place. Malgré l'incroyable potentiel de destruction

(SUITE P.6)

SOMMAIRE

| | |
|---|-----|
| FRANCE : | |
| Le capital français à bout de souffle..... | p.2 |
| "Désyndicalisation", un problème pour la bourgeoisie..... | p.2 |
| Expulsions d'Iraniens : le vrai visage de l'Etat..... | p.2 |
| Un an après la SNCF..... | p.3 |
| LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE : | |
| Mobilisation massive en Allemagne..... | p.5 |
| Italie..... | p.5 |
| Réunion publique de la FECCI..... | p.7 |

Le capital français à bout de souffle

LA BOURGEOISIE VA FRAPPER ENCORE PLUS FORT

■ A entendre la plupart de nos gouvernants d'aujourd'hui, la situation économique de la France serait presque des plus saines, sur la bonne voie, avec un chômage stabilisé sinon en régression, une compétitivité accrue sur le marché international, une gestion serrée, une hausse des prix jugulée, etc... A les entendre, la crise, c'est les "autres", surtout les USA par qui tous les maux arrivent. Pour la France, le krach boursier ne serait qu'un éclair dans un ciel d'azur. En bref, il faudrait croire au père Noël. Mais lui aussi se décrédibilise!

Si la lanque de bois a toujours été l'apanage de nos bourgeois se succédant à la tête de l'Etat, il y a une limite à tout. Nous faire prendre des vessies pour des lanternes ne peut réussir à tous les coups.

Malgré tous les discours, toutes les déclarations, les faits sont têtus; plus que têtus, ils sont depuis longtemps criants de vérité sur une crise sans précédent. La réalité des 3 millions de chômeurs officiels l'attaque sur les salaires, sur la Sécurité Sociale et la perspective de milliers de licenciements déjà annoncés apparaissent comme autant de démentis cinglants à toutes les sirènes de la bourgeoisie en France.

Et quand le krach boursier d'octobre vient donner une vision encore plus claire de la crise généralisée de sa mondialisation, de la perspective de récession et d'inflation, c'est la faute à quelques spéculateurs aux Etats-Unis et ailleurs, ou pour certains c'est la "fatalité". Mais en tout état de cause, pour l'essentiel, la France serait épargnée. Mensonges!

LES FAITS SONT TETUS

Sans attendre le krach boursier, l'économie française a accumulé les dégâts ces dernières années et l'enfoncement dans le marasme a été fort pendant l'année 86 et 87. Qu'on en juge :

-malgré les déclarations du ministre Noir qui estimait que le déficit du commerce extérieur se rapprocherait de zéro, c'est à plus de 32 milliards de francs de déficit qu'il faut s'attendre : celui qui se rapproche le plus de zéro n'est pas celui que l'on croit!

C'est en fait un effondrement magistral du solde industriel de la production française que nous avons vu pendant l'année 86 et qui s'est poursuivi pendant l'année 87 : dans tous les secteurs industriels, les indicateurs sont en zone rouge, déficitaires : dans

les secteurs des matières premières, dans les métaux, les produits chimiques, les biens de consommation, le textile, le bois, les transports, les biens d'équipement, les machines, l'électronique, etc... c'est la chute libre des ventes sur le marché international. Même le secteur automobile qui se maintenait plus ou moins à flots au prix de milliers de licenciements déjà effectués, a des jours sombres devant lui et les prochains licenciements prévus à Renault, la fermeture de l'usine Billancourt par exemple, sont là pour prouver que l'attaque de la classe ouvrière ne connaîtra aucun répit, que les licenciements seront au rendez-vous.

Même l'investissement, oxygène de l'économie capitaliste, est sur une pente descendante en France : d'ailleurs, l'"épanouissement" ces dernières années de la Bourse en France, à l'égal des autres bourses mondiales n'était que la conséquence d'une spéculation effrénée de nombre d'entreprises, des Etats eux-mêmes quand les capitaux ne sont pas assez rentables dans le système productif lui-même. Là aussi, la réalité de la crise a remis les pendules à l'heure avec le krach boursier, sans pour autant régler les problèmes.

Autre aspect de ce paysage économique en décrépitude : le commerce de la France s'est effondré avec tous ses partenaires industrialisés, et plus généralement avec tous les fameux marchés "miracles" comme le Tiers-Monde, la Chine, l'Asie, etc...

Voilà le véritable constat d'une situation catastrophique pour le capital français avant même le krach boursier d'octobre. Cela n'est plus un mystère pour l'ensemble de la classe ouvrière qui en paie en permanence le tribut avec sa sueur et dans sa chair, pour des millions d'entre nous qui ont été et sont de jour en jour plus exclus de la production, licenciés avec des indemnités dérisoires quand bien même elles existent. Toute l'attaque déjà engagée sur la Sécurité Sociale, sur les chômeurs au nom des "réformes nécessaires", de la "solidarité" (cf RI n°163) sont une autre traduction des fameux "lendemain qui chantent".

Et pour agrémente le tout, la bourgeoisie veut nous faire payer tout l'effort de la guerre qu'elle concrétise aujourd'hui même dans le Golfe ou au Tchad. Pas de beurre mais des canons : voilà l'équation de la crise que nous devons payer. Se serrer la ceinture pour une dépense guerrière toujours en augmentation et à terme servir de chair à canon.

EN PERSPECTIVE : LA FAILLITE...

Il doit être clair aujourd'hui que cette perspective ne peut que s'approfondir après le krach boursier car la perspective de récession américaine va venir frapper de plein fouet l'Europe et la France et cela n'attendra pas trois ans comme après le krach de 1929 pour voir les effets pervers d'une telle situation.

C'est en termes de mois que la France va voir l'inflation rejaillir sur toutes les étiquettes car tout l'argent frais injecté dans le circuit pour tenter de renflouer tout le marché financier qui a vu s'envoler en fumée quelques centaines de milliards de francs, ne peut que faire ressurgir le spectre inflationniste.

C'est en termes de mois que la France va voir s'écrouler nombre de marchés :

-ceux du Tiers-Monde faute pour ces pays de pouvoir acheter;

-ceux des pays industrialisés aussi de par la perspective rapprochée de la récession généralisée, du protectionnisme accentué des pays les plus forts;

-même le marché intérieur va se réduire comme peau de chagrin : le chômage de plus en plus massif, l'appauvrissement généralisé de l'ensemble de la population et particulièrement de la classe ouvrière, la reprise de l'inflation, réduiront d'autant ce marché.

La crise boursière en elle-même va diminuer les capacités économiques de tous les secteurs, de l'Etat lui-même, en ne permettant plus autant les emprunts et donc en diminuant d'autant les capacités d'investissement déjà bien faibles. Le taux de croissance envisagé pour l'année à venir (2,2) est déjà revu à la baisse de presque un point correspondant d'ailleurs à 400 000 chômeurs de plus.

Après les illusions sur le "bout du tunnel", l'"état de grâce" proposé par la gauche au pouvoir, la "solution miracle" des nationalisations, c'est aujourd'hui le mythe d'un capitalisme libéral, capitalisme populaire qui s'écroule. Hormis la claqué magistrale qui vient d'être donnée à ce bluff idéologique, la dure réalité des faits est venue mettre un coup d'arrêt à ces privatisations dont les bénéfices sont largement revus à la baisse : ces bénéfices devaient pour un tiers servir à désendetter certaines entreprises tant du secteur public que du secteur privé et pas des moindres : Renault, SNCF, CDF Chimie, Charbonnages, sidérurgie.

(SUITE P. 4)

LA DESYNDICALISATION : Un problème pour la bourgeoisie pas pour la classe ouvrière

■ Les élections prud'homales n'ont pas fait recette. Les médias elles-mêmes doivent bien le concéder, aujourd'hui, "la plus puissante confédération c'est celle des abstentionnistes". Plus de 56% des ouvriers et employés sont restés indifférents à une élection pourtant censée les concerner au plus haut point. Voilà qui préoccupe particulièrement la bourgeoisie. Jusqu'à Séguin qui, au soir des prud'homales, sur Antenne 2, exprimait sa crainte face aux difficultés rencontrées par les syndicats dans leur fonction d'encadrement des ouvriers :

"Il n'y a pas lieu de se réjouir de la perte d'influence des syndicats, car pour mener le dialogue social, nous avons besoin de syndicats forts et représentatifs". Les voilà tempêtant contre la "perte de civisme" qui s'est manifestée lors de ces élections" (Antenne 2 le 10 décembre). Quel fléau, en effet, quand les ouvriers osent ne plus respecter les sacrosaintes règles de la démocratie.

Et l'inquiétude de la bourgeoisie est d'autant plus forte que cette "désaffection" ne se limite pas à une simple consultation électorale : à côté de cela, la désyndicalisation ne cesse de prendre de l'ampleur : 15% seulement des ouvriers sont aujourd'hui syndiqués. Voilà qui est en effet significatif non seulement de l'indifférence, mais de toute la méfiance accumulée, du dégoût, de l'écœurement des ouvriers à l'égard des appareils syndicaux. Quand de plus cette hostilité tend à s'exprimer ouvertement dans les luttes qui, comme à la SNCF l'an dernier, se déclenchent en dehors de toute consigne syndicale, l'avertissement est sérieux : "Le gouvernement et le patronat ont aujourd'hui tout intérêt à aider les syndicats à avoir une audience supérieure à leur représentativité réelle, pour ne pas manquer d'interlocuteurs en cas d'épreuve" ("Le Monde" du 13 janvier 87).

La bourgeoisie est prête à fournir les pires explications à ce qui constitue pour elle un véritable problème. A l'occasion des prud'homales, on publie reportages et interviews dans le but "d'informer" sur les véritables racines de ce mal : "les ouvriers ne veulent plus lutter, ils ne veulent plus militer. Ils vont à la pêche. Ils ont leurs mômes..." (interview d'un militant CGT-Thomson dans "Le Monde" du 19-11). Ainsi donc, si les syndicats ne font plus recette, c'est parce que les ouvriers refusent de lutter, parce qu'ils sont démobilisés. On se souvient encore avec quelle crapulerie la CGT menait campagne sur ce thème juste avant le conflit à la SNCF en décembre 86. Mais on se souvient aussi de quelle manière les cheminots ont démontré tout le contraire en engageant le combat malgré tous les appels au calme de cette même CGT qui, elle, concarnait aussitôt le mouvement, allant même jusqu'à dénoncer les AG et coordinations mises en place dès le départ par les ou-

vriers.

Dans la réalité, les ouvriers n'ont pas renoncé à lutter, ils ne sont pas prêts à se soumettre aux pires conditions de vie et de travail, aux attaques redoublées qu'on veut leur asséner. Bien au contraire : pour qui salarié ou chômeur, pour qui doit faire face quotidiennement à l'augmentation des cadences de travail, à la misère des conditions de vie toujours plus insupportables, lutter n'est pas un choix, c'est une contrainte de plus en plus vitale.

Contrairement à ces campagnes mensongères répandues par la bourgeoisie, ses médias et ses syndicats, ce que les ouvriers refusent, ce n'est pas de lutter, mais bien plutôt d'engager le combat sous la tutelle des syndicats.

Depuis des années, ils ont accumulé expériences sur expériences de manoeuvres de sabotage, d'isolement des conflits de la part des syndicats. Dernier en date : le conflit à la Banque de France où ces appareils de la bourgeoisie se sont mis en branle pour remplir leur sale fonction de canaliser, de détourner la combativité et la volonté de lutte des ouvriers : alors que les ouvriers et employés de la Banque de France à Paris manifestaient leur aspiration à s'associer par la grève à ceux de Chamalières venus demander leur solidarité, les syndicats ont fait le forcing pour limiter la solidarité à... une heure de débrayage puis sous la pression de l'AG qu'ils avaient du mal à contrôler à une demi-journée de grève pour finir par se plier, bien à contre-cœur à une grève illimitée. Ensuite, pour empêcher que les revendications réelles ne prennent forme, ils fixaient comme objectif à la lutte l'ouverture des négociations.

De tels exemples, vécus quotidiennement par les travailleurs, loin d'éteindre leur combativité ont provoqué la rage et l'écœurement vis-à-vis de ces appendices de l'Etat.

Mais, dans cette même campagne, on veut nous faire croire que, loin de rejeter les syndicats, les ouvriers aspirent à de nouveaux syndicats, plus près de leurs préoccupations, plus combatifs. Tous, CGT, CFDT partent en campagne : "Sans un syndicat fort, il n'y a pas de lutte possible et victorieuse". Les ouvriers seraient à la recherche d'un "syndicat idéal" peut-on lire dans "Le Monde", et d'expliquer "le syndicat idéal serait celui qui s'occuperait de l'ouvrier sans s'opposer à la bonne marche de l'entreprise". Bref, un syndicat qui s'attache à concilier l'inconciliable : les intérêts des travailleurs et ceux de l'économie moribonde. C'est tous les jours que les ouvriers voient la CGT aux premières lignes de cette entreprise : contre les ouvriers. Ce sont eux qui dans chaque conflit mettent en avant la "défense de l'entreprise", la "défense de l'économie nationale", eux qui prônent la "lutte contre la casse",

comme ils le font depuis des années à Renault et ailleurs. Voilà bien le syndicat "idéal" et "combatif" que la bourgeoisie cherche à valoriser aux yeux des ouvriers. Mais c'est cela même que les ouvriers, à juste titre, refusent. Et c'est là une de leurs forces essentielles que la bourgeoisie tente de dénaturer.

Ce phénomène n'échappe pas à la bourgeoisie. Ainsi, dans un autre registre, on a pu voir, au lendemain des prud'homales, monter cet écho : "on a à faire à une poussée d'individualisme"(propos entendus sur A2 le 10 décembre). Pour preuve, les ouvriers refusent d'aller choisir "leur" syndicat, celui qui le plus fort défendra l'unité, le rassemblement auxquels ils aspirent. C'est tout le contraire. Ce que révèle la forte proportion d'abstentionnistes c'est que les ouvriers ne s'illusionnent plus sur la possibilité de se défendre individuellement grâce aux urnes de la bourgeoisie. Les attaques auxquelles ils doivent faire face ne les concernent pas seulement "individuellement" : elles les concernent tous et frappent de plus en plus durement et massivement l'ensemble des travailleurs. Le seul moyen pour se défendre est de forger un front commun et massif. Et c'est une fois de plus ce à quoi s'opposent quotidiennement les appareils syndicaux malgré leur verbiage "unitaire", en multipliant les barrières entre catégories, usines, ouvriers...Voilà pourquoi les ouvriers rejettent ces artisans de la division.

Où, la désyndicalisation, la perte d'influence des syndicats sur les travailleurs est un problème, mais c'en est un uniquement pour la bourgeoisie et ses appareils d'encadrement. Contrairement à toutes les campagnes d'obstruction menées par la bourgeoisie et ne visant qu'à embrumer la compréhension des ouvriers, le phénomène de la désyndicalisation est un signe de la force des travailleurs. D'une part elle montre une capacité et une volonté croissantes de se dégager des tentatives de main-mise des syndicats sur leurs luttes, tirant ainsi les leçons des expériences passées. D'autre part, elle est le signe manifeste de leur détermination à se battre résolument sur leur propre terrain en tant que classe unie, par delà toutes les divisions et tous les obstacles qu'on tente de mettre sur leur chemin.

M.O., le 20-12-87

LISEZ NOTRE BROCHURE :

**LES SYNDICATS CONTRE
LA CLASSE OUVRIERE**

MOBILISATION OUVRIERE MASSIVE EN R.F.A.

Le 27 novembre, dans la ville de Duisburg en Allemagne, on annonce la fermeture de l'usine sidérurgique de Krupp, avec 5.300 licenciements. Les ouvriers de Krupp arrêtent tout de suite le travail et ouvrent la porte de l'usine, appelant tous les ouvriers de la ville à participer à une assemblée générale. Ce même jour, les ouvriers des autres usines sidérurgiques à Duisburg, Thyssen et Mannesmann entrent en grève en solidarité avec les ouvriers de Krupp. Le 30 novembre, l'assemblée générale où participent 9.000 ouvriers de Krupp ainsi que des délégations massives d'ouvriers de toutes les grandes usines de Duisburg lance un appel pour que tous les ouvriers de la région de la Ruhr entrent en lutte ensemble contre les licenciements. Le 1er décembre, il y a des assemblées et des manifestations dans 14 usines de Krupp en Allemagne, avec la participation d'une forte délégation à chaque fois d'ouvriers de l'usine Krupp de Duisburg. Le 3 décembre, 12.000 élèves manifestent dans les rues de Duisburg contre les licenciements à Krupp ; ils sont rejoints par les sidérurgistes et leurs professeurs. Le même jour, à l'usine Mannesmann de Duisburg, où on a prévu de transférer une partie de la production de Krupp -qui "bénéficiera" donc de sa fermeture-: grève en solidarité avec Krupp. Avec les ouvriers de Krupp, ils occupent ensemble le bâtiment de l'administration de Mannesmann. Une délégation de mineurs arrive à l'usine Krupp pour demander une lutte commune sidérurgistes et mineurs. Le 7 décembre se déroule une manifestation de 7.000 sidérurgistes de différentes villes à Bochum. Le même jour une manifestation de mineurs à Camphausen (dans la Sarre) déclare sa solidarité avec les ouvriers de Krupp. Le 8 décembre, assemblée de masse commune des ouvriers sidérurgistes et des employés du secteur public dans l'usine Krupp à Duisburg.

La tactique des syndicats pendant le mouvement des sidérurgistes du printemps (voir RI 157) de limiter le mouvement à une seule usine, une seule ville, une seule corporation -qui lui a permis de faire passer 30.000 licenciements- ne marche plus. La solidarité active dans la classe ouvrière est trop puissante. Les syndicats sont obligés donc d'appeler à une journée d'action de tous les ouvriers de la Ruhr, de la Sarre et des autres villes sidérurgiques. Le 10 décembre, 90.000 sidérurgistes, 100.000 mineurs et des dizaines de milliers d'ouvriers d'autres secteurs de l'usine automobile Opel (Bochum), des conducteurs de tramways, des ouvriers des postes, débrayent massivement. Dans toute la Ruhr, dans toute la Sarre, la colère et la combativité des ouvriers s'élèvent contre la fermeture de Krupp et contre les licenciements massifs dans les mines. Incapable d'empêcher que tous les ouvriers soient en lutte en même temps (300.000 ouvriers cessent le travail dans une seule journée), la tactique des syndicats maintenant est d'empêcher que les ouvriers se mettent ensemble, que la simultanéité des luttes devienne UNITE des luttes. A Duis-

burg par exemple, où 80.000 ouvriers sont en grève, les syndicats organisent l'occupation des grands carrefours, des ponts et des autoroutes de la ville, ce qui fait que les ouvriers qui sont rentrés en grève, précisément pour lutter ensemble avec les autres, se retrouvent dispersés, isolés les uns des autres à travers la ville. C'est exactement la même tactique utilisée par les syndicats dans le mouvement de la sidérurgie en France en 79-80 et 84 (avec la tactique des journées "villes mortes").

Le syndicat des mineurs pour sa part déclare publiquement son opposition pour chaque manifestation commune sidérurgistes et mineurs, sous le prétexte de "danger de subordination des revendications des mineurs à celles des sidérurgistes". En réalité, les revendications des sidérurgistes et des mineurs sont exactement les mêmes : REFUS DES LICENCIEMENTS DE MASSE. Avec cette stratégie de division énorme déployée par les syndicats pendant cette journée d'action, les syndicats arrivent à briser temporairement la dynamique montante du mouvement. Ils ont réussi à repousser l'organisation d'une "3ème semaine de solidarité" prévue avant Noël sous le prétexte qu'il faut attendre le résultat des négociations.

"WIR SIND ALLE KRUPPIANER". "NOUS SOMMES TOUS DES OUVRIERS DE KRUPP" (slogan du mouvement)

Les mouvements massifs de solidarité active, comme actuellement en Allemagne ne tombent pas du ciel, mais sont le produit des défaites amères des luttes ouvrières précédentes, et de l'assimilation fructueuse des leçons de celles-ci dans la conscience des ouvriers.

Le plan de licenciements de 30.000 sidérurgistes a été annoncé ce printemps avec le but officiel de concentrer la production sidérurgique allemande dans la seule ville de Duisburg. En réalité, ce plan était un mensonge pur et simple pour diviser les ouvriers de Duisburg, le plus grand centre sidérurgique du monde entier avec encore 50.000 emplois, d'avec les autres ouvriers sidérurgistes. Privés de leur centre de gravité qu'est la grande concentration de Duisburg les ouvriers dans les autres villes de la sidérurgie n'ont pas pu arriver à développer une lutte massive et commune.

Au début du mois de décembre, quand est annoncée la première fermeture d'une usine de Duisburg, les ouvriers pas seulement à Krupp même, et pas seulement dans les usines sidérurgiques, mais partout commencent à comprendre qu'ils sont les victimes d'une stratégie massive de division. C'est pourquoi la colère énorme des ouvriers face à l'annonce de fermeture de Krupp s'accompagne immédiatement d'une détermination à refuser les divisions et à lutter comme une SEULE CLASSE. Aujourd'hui, contrairement au mouvement du printemps, ce ne sont pas que les ouvriers sidérurgistes, mais l'ensemble des secteurs de la classe ouvrière qui commencent à subir des attaques frontales

(voir RI 162). C'est pourquoi le mouvement chez Krupp provoque un mouvement de solidarité dans l'ensemble de la classe ouvrière qui commence d'inclure en son sein le gigantesque secteur d'exportation (par exemple Opel) et le secteur public.

Nous ne sommes qu'au début d'un mouvement de grande ampleur en Allemagne. La situation n'est pas encore aujourd'hui comparable avec celle du mouvement de 86 en Belgique, où tous les ouvriers d'un pays entier sont partis en grève tous ensemble, ni avec celle de la grève à la SNCF en France en décembre 86 où les ouvriers ont exprimé une méfiance ouverte très forte vis-à-vis des syndicats. Mais l'importance internationale et historique de ce mouvement en Allemagne, c'est qu'il pose immédiatement comme question centrale pour la classe ouvrière, celle de L'UNITE DES OUVRIERS. Alors que dans la grève à la SNCF, le mouvement s'est trouvé confronté avec la nécessité d'étendre la lutte d'un secteur isolé vers les autres secteurs, le mouvement en Allemagne montre la tendance présente dans la situation mondiale : celle de tous les ouvriers à rentrer en lutte ENSEMBLE, EN SOLIDARITE ACTIVE.

Le fait qu'après le krach boursier et l'accélération de la crise économique mondiale, la bourgeoisie, même en Allemagne, est obligée d'attaquer les plus grosses concentrations ouvrières comme la sidérurgie à Duisburg et de provoquer donc l'entrée en lutte des grands centres de gravité de la classe capables de drainer tous les autres secteurs ouvriers en lutte autour d'eux et de rassembler leurs forces, ceci annonce une nouvelle échelle de confrontations entre les classes. Parce que la bourgeoisie est de moins en moins capable "d'épargner" les grandes métropoles industrielles, comme la région parisienne, l'Italie du Nord, la région de Londres et l'Allemagne, ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'entrée dans la vague de luttes actuelle des grands bataillons du prolétariat qui pose la question de l'unification des luttes et la prise en mains de cette unification à une échelle qu'on n'a pas vue depuis la vague révolutionnaire des années 20.

Pour les ouvriers en France, et pour ceux du monde entier, l'entrée dans la lutte de leurs frères de classe en Allemagne constitue un renforcement énorme du combat ouvrier contre le capitalisme mondial.

Le géant "endormi" prolétarien allemand se lève ! Sa lutte aujourd'hui confirme la validité des mots de Rosa Luxemburg écrits après la défaite sanglante des ouvriers allemands dans les rues de Berlin en janvier 1919 : "L'ordre règne à Berlin ! Sbières stupides ! Votre 'ordre' est bâti sur du sable. Dès demain la révolution 'se dressera de nouveau avec fracas' proclamant à son de trompe pour votre plus grand effroi : 'J'étais, je suis, je serai'". ("L'ordre règne à Berlin". Die rote Fahne. 14/01/1919).

LEI.
20.12.87

ITALIE

SEULE L' UNIFICATION DES LUTTES PEUT FAIRE RECULER LA BOURGEOISIE

Au cours de l'année 1987, la combativité de la classe ouvrière en Italie n'a cessé de se développer, et surtout, les grèves, les assemblées de travailleurs, les manifestations dans le secteur public, ont été marquées chaque fois par une tendance qui ne s'est pas démentie à l'indépendance de la classe ouvrière par rapport aux syndicats. La relative passivité du prolétariat jusqu'en 86 dans ce pays, engendrée par l'énorme méfiance vis-à-vis des syndicats officiels accumulée depuis plusieurs années, a cédé la place à une combativité ouverte, une hostilité déclarée aux grandes centrales syndicales, et une intense activité de discussion et d'organisation parmi les travailleurs visant à prendre en mains la lutte directement, "à la base", en dehors et contre ces syndicats.

Démarrée avec le mouvement de grèves dans l'enseignement qui a englobé à son apogée près de 200.000 personnes au printemps, la vague de luttes s'est poursuivie tout au long de l'année, contre les attaques des salaires et des conditions de travail en particulier dans les transports (chemins de fer, transports urbains à Rome et à Turin, aéroport de Rome, etc), mais également dans les hôpitaux et les banques, touchant des milliers de travailleurs (1).

Par les luttes menées ouvertement contre les syndicats officiels, par la constitution d'organes de luttes sur la lancée des "comités de base" surgis dans le secteur de l'enseignement, la classe ouvrière en Italie s'est engagée à son tour dans le combat pour l'unification que la classe ouvrière en Europe et internationalement a engagé depuis deux ans. Les obstacles auxquels elle se heurte sont une expérience dont toute la classe ouvrière doit tirer les leçons pour poursuivre ce combat.

L'ALLIANCE DE TOUTES LES FORCES
DE LA BOURGEOISIE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Avec la retombée de la massivité de la grève dans les écoles, malgré les nouvelles grèves en fin d'année, la bourgeoisie a pu mener son offensive par tous les moyens de pression, de répression, et d'encadrement dont elle dispose.

Le gouvernement multiplie les menaces contre "l'illégalité" des actions entreprises. La presse, la radio et la télévision déchainent un matraquage permanent de dénigrement et de dénonciation de tout mouvement hors des syndicats. "Rebelles", "irresponsables", "preneurs d'otages de l'Italie" et même "ter-

roristes", tels sont quelques uns des qualificatifs dont les médias abreuvant quotidiennement le pays. Les centrales syndicales (CGIL, CISL, UIL), complètement débordées et dénoncées par les travailleurs pour leur participation aux mesures d'austérité et leur sabotage des luttes, font tout pour empêcher l'entrée en lutte dans les autres secteurs de la classe ouvrière, en particulier le secteur privé. L'UIL réclame l'interdiction des "grèves sauvages", les autres la reconnaissance officielle de leurs propres règles d'"auto-régulation" des grèves -en fait la limitation des grèves. Les organisations gauchistes, Democrazia Proletaria, trotskystes, socialistes de gauche, anarcho-syndicalistes, etc, assurent une présence de plus en plus importante dans les assemblées et organismes de luttes, et tout en épousant l'anti-syndicalisme régnant, appuient leur politique de sabotage sur les illusions persistantes sur le corporatisme et le syndicalisme : les uns réclamant la "légalisation" des "comités de base", leur "droit" de négocier officiellement, à la place ou avec les syndicats ; les autres poussant à l'impasse de débats avec des juristes sur le "droit de grève" ; tous s'efforçant de transformer les organes surgis de la lutte en structures permanentes figées, en nouveaux syndicats ; tous s'opposant en fait à toute tentative de recherche des moyens d'une véritable unité de la classe ouvrière.

LE SYNDICALISME CE N'EST PAS SEULEMENT
LES SYNDICATS OFFICIELS, C'EST AUSSI
LE CORPORATISME ET LE LEGALISME

Si la classe ouvrière en Italie, par ses tentatives répétées d'organisation de la lutte par les travailleurs eux-mêmes, a renforcé la perspective de l'unité ouvrière contre les divisions syndicales, parvenant à déborder les syndicats, c'est encore au syndicalisme qu'elle s'est heurtée. Avec d'un côté les forces conjuguées de la bourgeoisie contre elle, ce sont de l'autre côté les illusions en son sein qu'on peut défendre les intérêts des travailleurs dans le cadre de sa corporation et sur ses revendications spécifiques, c'est-à-dire la lutte syndicale, illusions qui subsistent encore majoritairement, qui expliquent le piétinement du mouvement. Les propositions émanant des groupes d'ouvriers les plus avancés ou des organisations révolutionnaires, appelant à l'extension, à rechercher les moyens de rencontrer travailleurs des autres secteurs, à chercher à lutter ensemble, si elles sont significatives du mûrissement

qui s'opère dans la classe ouvrière, restent encore largement minoritaires.

C'est pour cela que la bourgeoisie, malgré la détermination des travailleurs et leur capacité d'organisation, parvient à cloisonner les différents foyers de lutte.

Pour la classe ouvrière en effet, s'il se pose la question de l'organisation de la lutte lorsque celle-ci est ouverte, massive, et tend à s'étendre, lorsque la lutte retombe ou reste isolée dans la corporation, toute tentative de maintenir des organismes unitaires alors que l'unité n'est pas réalisée en actes, est vouée à l'échec. Soit de tels organismes se transforment en comités de lutte, groupant les ouvriers combattifs mobilisés (2), soit ils sont récupérés par le syndicalisme de base et se transforment en entraves au combat ouvrier. La permanence d'organisations ouvrières de défense des intérêts prolétariens, en l'absence de la mobilisation de tous les ouvriers est une illusion, et c'est sur cette illusion que l'extrême-gauche de la bourgeoisie en particulier greffe sa politique de dévoiement, de dispersion et d'encadrement du prolétariat.

En Italie, le mouvement impulsé depuis le printemps 87 s'est essouffé. Ceci ne signifie pas que les luttes sont terminées, mais le prochain pas important ne pourra se faire que par la rupture avec le carcan corporatiste et légaliste qui a pris le dessus dans les tentatives d'organisation surgies dans la classe. Dans la poursuite des luttes qui vont se mener dans cette période d'accélération des conflits de classe, la classe ouvrière se doit de reprendre les leçons sur la prise en mains des luttes qu'a déjà données en pratique la vague de luttes en 1987 en Italie, pour avancer dans la voie de son unification.

MG.

NOTES :

(1) Sur les luttes en Italie en 87, voir RI n°158,159,161,163.

(2) Sur les comités de luttes, voir RI n°154,156,162

UN "POLE" DE DISPERSION ET DE CONFUSION POUR LE MILIEU REVOLUTIONNAIRE

■ Il existe dans le milieu révolutionnaire une organisation, la FECCI (1), qui prétend défendre les vraies positions du CCI, et représenter la continuité de celles-ci, alors que le CCI, lui s'en serait éloigné. Cette organisation tenait le 21 novembre à Paris une réunion publique sur le thème "actualité de la révolution d'Octobre", qui fut une nouvelle fois pour elle l'occasion de faire la preuve qu'à part répéter certaines positions du CCI, elle n'est capable, lorsqu'elle veut se faire l'interprète original de certaines autres, que de les ridiculiser.

DU MEPRIS POUR LES CONDITIONS DE LA REVOLUTION...

L'exposé introductif à la discussion tirait les grandes leçons de cette expérience essentielle du mouvement ouvrier, avec lesquelles nous ne pouvons être que d'accord, si ce n'était parfois les termes pour les exprimer, puisqu'elles sont des positions programmatiques du CCI :

- l'illustration ainsi donnée par le prolétariat russe que l'époque ouverte par la guerre de 14 mettait à l'ordre du jour la nécessité et la possibilité de la révolution comme seule alternative à la barbarie d'un système entré en décadence;

- la forme que prend l'organisation de la classe ouvrière dans la période révolutionnaire est celle des conseils ouvriers, organes unitaires de la prise du pouvoir;

- le rôle déterminant que joue le parti révolutionnaire dans le processus qui mène à la révolution et à sa victoire;

Cependant, ces leçons générales, valables pour toute une période, celle de la décadence, si elles constituent le fondement de l'intervention d'une organisation révolutionnaire, ne sont pas suffisantes pour amener la classe ouvrière en vue des futurs affrontements révolutionnaires. Il revient à toute organisation révolutionnaire conséquente la tâche d'actualiser d'autres enseignements de cette première vague révolutionnaire, qui sont essentiels pour la compréhension du mouvement actuel vers une future vague révolutionnaire : il importe en particulier de montrer en quoi les conditions qui avaient permis un développement rapide du processus révolutionnaire, en réaction aux atrocités et à la misère brutale infligées par la première guerre mondiale, mais qui ont constitué également un facteur de sa défaite en créant la division du prolétariat placé face à des conditions différentes dans les pays vainqueurs et les pays vaincus, ne sont plus aujourd'hui les mêmes : le prochain mouvement révolutionnaire ne surgira pas contre les effets de la guerre mais contre ceux de la crise économique mondiale qui, de manière plus lente mais plus profonde que la guerre, tend à unifier la situation de la classe ouvrière à l'échelle internationale. Cette leçon, pourtant essentielle pour permettre à un groupe révolutionnaire d'être en prise avec la situation actuelle, était absente d'un exposé qui tendait à se cantonner dans le domaine des généralités, n'avait pas cette préoccupation.

...A LA DENATURATION DU ROLE DU PARTI

Par contre, tout en reconnaissant formellement la valeur du rôle joué par le Parti bolchevik, la présentation fut davantage préoccupée de s'apesantir sur les difficultés, les erreurs du parti bolchevik dans son intervention dans les mois qui ont précédé l'insurrection, renvoyant ainsi en fin de compte une image négative de son rôle. Sans nier les difficultés que durant cette période les bolcheviks avaient pu connaître pour s'orienter à chaque étape du mouvement - difficultés "normales" pour la plupart d'entre elles dans une période pré-révolutionnaire en évolution rapide - il est tout à fait significatif que la FECCI critique des mots d'ordre d'un parti qui, lui, ne se cantonnait pas dans les généralités, mais tentait

d'ajuster au mieux son intervention, au sein du mouvement, parfois au jour le jour, dans la perspective de l'insurrection, alors que tout faux pas pouvait être exploité de manière décisive par l'adversaire. 70 ans après Octobre 17, la FECCI non seulement ne comprend pas le rôle d'un parti révolutionnaire, ni n'a compris l'enjeu d'événements importants avant la révolution, telles que les journées insurrectionnelles des 3 et 4 juillet à Pétrograd :

- dans les journées qui précèdent celles-ci, l'effervescence se développe dans la classe ouvrière à Pétrograd et au sein des régiments stationnés dans cette ville et à Kronstadt. Des grèves éclatent, en particulier à l'usine Poutilov, que les bolcheviks s'emploient à empêcher car la "stérilité de ces explosions partielles n'était que trop claire pour le parti" (2) : "l'affaire des travailleurs de Poutilov étant la cause de tout le prolétariat de Pétrograd", ceux-ci furent invités à "contenir leur légitime indignation" (3). A cela que trouve à opposer la FECCI? le rôle du parti n'est pas d'empêcher les grèves!

- les bolcheviks ne parviennent pas à freiner le développement de l'effervescence à Pétrograd qui voit le 3 juillet plusieurs centaines de milliers d'ouvriers et soldats de Pétrograd et de Kronstadt descendre en armes dans la rue avec en vue le renversement du gouvernement provisoire. Afin d'éviter une insurrection qu'ils savent prématurée, car condamnée à rester isolée et à succomber sous les coups des troupes encore nombreuses restées fidèles au gouvernement provisoire, les bolcheviks, en l'espace de 24 heures, tentent dans un premier temps d'empêcher qu'aient lieu les manifestations, puis dans un deuxième temps, devant l'impossibilité de rallier les masses exaspérées à une telle directive, se résolvent à la proposition pour le lendemain 4 juillet d'une manifestation sans objectif subversif, pour enfin se porter aux premiers rangs de son organisation, et des affrontements qui malgré tout auront lieu et laisseront de nombreux morts et blessés dans les rangs des ouvriers et des soldats. Ils parviennent ainsi par leur action à ce que le pire soit évité, la prise du pouvoir à Pétrograd, alors que dès le 5 juillet, les troupes fidèles au gouvernement affluaient dans cette ville. De cela que retient la FECCI? : la désorientation du parti bolchevik.

Alors qu'une leçon de la révolution d'Octobre est le caractère indispensable (et pas seulement essentiel) comme cela s'est retrouvé dit dans la présentation et dans un article du numéro 8 de "Perspective Internationaliste" du parti révolutionnaire pour la victoire de la révolution, tant en ce qui concerne les orientations politiques générales qu'il doit être capable de donner, que les propositions concrètes et réalisables de marche pour le mouvement qu'il doit être capable d'avancer, la FECCI en réduisant son rôle à celui de simple propagandiste pour le but final, évacue un enseignement essentiel de la seule expérience pour la classe ouvrière d'une insurrection victorieuse.

L'ENLISEMENT DANS LE CONSEILLISME

Derrière l'absence de préoccupation à actualiser pour la période actuelle certaines leçons d'Octobre concernant les conditions de la première vague révolutionnaire, derrière l'incapacité à restituer à son juste niveau la contribution du parti bolchevik au mouvement, il y a chez cette organisation une vision conseilliste du rôle de l'organisation s'exprimant par une sous-estimation de l'importance de celui-ci; sous-estimation qui se retrouve également, à la fois dans sa façon de concevoir et réaliser l'intervention aujourd'hui, et dans son comportement vis-à-vis de l'organisation révolutionnaire :

- "...il ne nous appartient pas, et les organisations révolutionnaires n'en ont pas les moyens, de

donner des orientations à chaque étape du mouvement" nous répondit un membre de la FECCI durant la réunion. Cela ne pourrait être plus clair. La FECCI en arrive aujourd'hui à justifier d'un point de vue théorique et pratique ce qui s'exprimait chez ses membres alors qu'ils étaient encore dans le CCI, par des réticences pour assumer une intervention partie prenante des luttes de la classe ouvrière. Une telle carence n'a pas pour simple conséquence de tendre à la placer "au-dessus de la mêlée", en position de "juge-arbitre" de la lutte de classe, mais l'expose à de graves erreurs dans son intervention dans la mesure où, n'étant pas réellement partie prenante des événements, elle ne peut avoir la préoccupation ni la volonté militante de s'attacher à déterminer chaque étape de leur évolution, alors que l'exige le niveau de confrontation entre les classes. C'est ainsi que l'hiver dernier, apportant involontairement sa petite caution aux manœuvres syndicales, elle est intervenue dans la grève des cheminots en France, avec un axe juste pour toute une période, celui de la nécessité de l'extension des luttes, mais à la fin de la grève, au moment précis où la CGT reprenait à son compte ce mot d'ordre pour étendre à d'autres secteurs la défaite des cheminots.

- Lorsque ces camarades étaient encore dans le CCI, au cours de débats qui devaient amener l'organisation contre le danger du conseillisme qui menace toutes les organisations du milieu révolutionnaire, nous soulignons la nature conseilliste des divergences qu'ils exprimaient entre autres sur ce point, et les mettions en garde contre l'aboutissement de leur démarche organisationnelle, elle aussi marquée par une vision conseilliste de l'organisation et de son rôle. Depuis lors, ils ont quitté le CCI pour former la FECCI, sur la base de divergences qui ne justifiaient pas une séparation organisationnelle, exprimant ainsi au plus haut niveau leur irresponsabilité :

- par rapport à l'organisation des révolutionnaires en la quittant avec légèreté ;

- par rapport au milieu révolutionnaire actuel en participant à accentuer sa dispersion ;

- par rapport à la classe en rendant à celle-ci plus difficile la tâche de s'orienter face aux organisations révolutionnaires dont deux partagent à présent les mêmes positions programmatiques.

Ils ont ensuite renforcé la confusion ainsi créée en camouflant leur départ derrière une soi-disant exclusion du CCI, pour après, de manière contradictoire avec cette première échappatoire, tenter de justifier politiquement leur existence organisationnelle séparée du CCI (4).

Se réclamant des positions programmatiques du CCI, l'originalité de la FECCI consiste à émusser le tranchant et dénaturer tout ce qui fait la force pratique de telles positions, comme on vient de le voir en particulier sur la question du parti.

La FECCI, en tant que telle, n'a d'autre alternative que de cultiver toujours davantage cette originalité et de se perdre ainsi dans le marais conseilliste et académiste. Pour ceux de ses membres sincèrement motivés par le combat de la classe ouvrière, et surtout pour la classe ouvrière, le plus tôt la FECCI disparaîtra, le mieux ce sera.

M.

NOTES-----

(1) Fraction Externe du Courant Communiste International.

(2) Dans "Histoire de la révolution russe" de Trotsky, tome 2.

(3) Déclaration d'une réunion, dirigée par les bolcheviks, des représentants des principales organisations ouvrières et de soixante dix usines. Cité dans "Histoire de la révolution russe".

(4) Voir l'article "pourquoi la fraction" dans le n°3 de "Perspective Internationaliste".

PUBLICATIONS

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1
1000 BRUXELLES BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

ABONNEMENTS

REVOLUTION INTERNATIONALE BP 581 75027 PARIS CEDEX 01 FRANCE

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 90 F ETRANGER : 90 F PAR AVION : 150 F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE
INTERNATIONALE :
FRANCE : 65 F ETRANGER : 65 F PAR AVION : 80 F
ABONNEMENT COUPLE (JOURNAL + REVUE) :
FRANCE : 150 F ETRANGER : 150 F PAR AVION : 150 F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal

R.I., CCP 202 3302 X PARIS

ABONNEMENT DIFFUSEUR :
Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 110 F ; à 5 : 160 F.
- Revue internationale : abonnement à 2 : 70 F ; à 3 : 100 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
10 F + 3 F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE : 10 F + 3 F
SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)
10 F + 3 F pour frais d'envoi
LA DECADENCE DU CAPITALISME
10 F + 3 F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20 F + 6 F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30 F + 12 F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
12 F + 3 F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 9, Cité Beauharnais, 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267
Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

IL N'Y A PAS D'ISSUE POUR LE CAPITALISME EN CRISE

■ Dans la Revue Internationale n°47 nous écrivions: "Confrontés à la tâche quasi-impossible de réaliser de véritables investissements productifs, les capitaux se réfugient dans des manœuvres spéculatives. Les capitaux affluent entre autres aux bourses et les actions montent à une vitesse foudroyante, sans que pour autant les entreprises se préparent significativement à investir ou à produire plus... (et nous ajoutions) La spéculation en de telles proportions est toujours un signe majeur de crise: elle traduit l'impuissance de la machine productive et le déclin du capital réel au profit de ce que Marx appelait le capital fictif. Pour l'avenir c'est l'accumulation d'une bombe financière, car les profits ainsi obtenus sont tout aussi fictifs..."

Un an à peine après que nous ayons écrit cela, la bombe a éclaté et le vernis de la spéculation s'effondre, laissant apparaître au grand jour le cancer qui mine toujours plus profondément l'économie réelle à savoir l'absence de débouchés productifs, de marchés solvables.

Avec le krach se dégonfle la baudruche de la "révolution libérale" et son corollaire, le monétarisme. Battue déjà profondément en brèche depuis la fin de la mini-reprise US en 84-85, démentie tous les jours par les faits (l'essentiel de la relance américaine de 83-84 reposant sur les commandes d'armement), elle connaît aujourd'hui une banqueroute totale. Ainsi les difficultés de concertation entre USA, RFA et Japon expriment fondamentalement l'impasse devant laquelle est la bourgeoisie. Les USA essaient de limiter la casse, car la récession aux USA, c'est la récession mondiale assurée. La baisse du dollar et les pressions américaines pour que le Japon et la RFA "relancent", expriment cette nécessité de limiter la casse, cherchant à faire en sorte que ces deux pays soutiennent l'économie mondiale en ouvrant leurs marchés. Quant à eux, l'Europe et le Japon ne peuvent, sans risquer de s'effondrer immédiatement, supporter un déficit même nettement moindre que celui des USA. L'Europe et le Japon savent qu'ils vont payer très cher et essaient eux aussi de limiter les dégâts.

Cela ne peut provoquer que :

- d'une part une guerre commerciale accrue où l'Europe, et en particulier la RFA, payera le prix fort, sans pour autant éviter une récession importante aux USA et sans pouvoir réduire de façon importante le déficit US ;

- d'autre part une fuite en avant via un nouveau bond de l'endettement, via une baisse des taux d'escompte, préparant un retour en force de l'inflation dans le cadre d'une fragilisation monétaire et financière croissante.

Aussi la bourgeoisie ne peut plus éviter la récession brutale à venir, qui va être la plus profonde jamais connue par le capital. Elle peut seulement freiner cette plongée en tentant de maintenir la production, en gonflant les crédits, bref en faisant marcher la planche à billets.

L'économie capitaliste mondiale se trouve face à un dilemme insurmontable : réduire réellement le poids de l'endettement, c'est laisser s'effondrer totalement le système ; car si l'on coupe totalement le robinet du crédit, en quelques mois, les plus grandes entreprises ferment leurs portes et les plus grands Etats (dont les USA) sont déclarés en banqueroute. Laisser ouvertes les vannes du crédit, même à demi, c'est réouvrir grand la porte à l'inflation et risquer l'explosion d'un système financier et monétaire mondial déjà profondément lézardé.

Les USA ne peuvent échapper à la plongée dans la récession, et avec elle, le "libéralisme" à la Reagan rejoint pour toujours les poubelles de l'histoire sous le choc d'un bond en avant du chômage qui, cette fois, va toucher de plein fouet la classe ouvrière (dans l'automobile notamment, où tous les grands constructeurs prévoient déjà pour 88 une chute d'au moins 10% de leurs ventes). Le Japon lui non plus ne va pas être épargné. Déjà les mesures protectionnistes US touchent durement certains secteurs comme la sidérurgie, les mines et même l'électronique grand

public. La chute du dollar en dessous de 130 yens, alors que nombre de patrons nippons prévoient qu'au delà de 160 yens, cela deviendrait très dur pour une série d'exportations japonaises, va balayer le mythe du "miracle" japonais.

LES PAYS SOUS-DEVELOPPES EN CESSATION DE PAIEMENT

Si les pays de l'Est vont eux aussi subir très durement les conséquences de la crise, il est une zone qui abrite les 2/3 de l'humanité, qui plus que toute autre va littéralement étouffer sous le poids de cette accélération sans précédent de l'effondrement capitaliste : c'est le tiers-monde. Symbole caricatural et tragique de l'incapacité du capitalisme à élargir et à développer réellement son mode de production depuis plus de 60 années, ces pays vont se trouver de plus en plus démunis, totalement désarmés face aux terribles morsures de la crise économique, et vont connaître plus que jamais la généralisation de la misère et de la barbarie. Les différents sommets d'Acapulco, d'Addis-Abeba, en passant par le tout récent sommet d'Antibes, au-delà de l'indicible cynisme des dirigeants de ces pays d'Afrique ou d'Amérique Latine sur les "souffrances de peuples opprimés", expriment une réalité effrayante dans sa redoutable simplicité. Le Moloch du crédit prend ici toute sa sinistre signification : tous ces pays se sont endettés jusqu'au cou avec l'aval des pays capitalistes développés, qui durant toutes les années 70 y ont trouvé un "remède" à la saturation croissante des marchés mondiaux.

Désormais, non seulement le robinet du crédit tend à se refermer quasi-complètement (presque pas de prêts en 86), mais encore il faut rembourser la dette. Pour ce faire, les bourgeoisies locales ont augmenté considérablement la production de matières premières, et ce alors même que la crise au cœur du capitalisme rendait celles-ci, du bois au cacao en passant par le pétrole -la chute actuelle de son prix à la production en est une parfaite illustration-, de plus en plus excédentaires, ce qui a provoqué une baisse généralisée, sans précédent depuis les années 30, du prix de toutes les matières premières. Ainsi, en 85 et 86, l'Amérique Latine, l'Afrique et le Proche-Orient ont vu la valeur de leurs exportations baisser de 12 à 15% en dollars ("Le Monde diplomatique", décembre 87). Résultat : au moment même où se ferme le robinet du crédit, où les créanciers, parfois lourdement engagés comme une série de grandes banques US, se font de plus en plus pressants, il y a de moins en moins d'argent, non seulement pour rembourser la dette mais pour maintenir les derniers lambeaux d'une économie qui condamne déjà à la famine près d'un tiers de la population de ces pays. La situation est telle que la plupart d'entre eux, pris à la gorge, refusent de payer aujourd'hui leur dette, même ré-échelonnée, et que les banques créditrices se proposent à présent de racheter la dette... en achetant carrément les entreprises d'Etat, seul moyen pour elles de récupérer un minimum de leur investissement. Mais l'affaire ne sera pas lucrative : cela revient au rachat de toute une série d'entreprises en faillite pure et simple !

L'EUROPE AU CENTRE DE LA RECESSION

Mais c'est incontestablement l'Europe qui va se trouver en première ligne. A travers un seul exemple, on peut mesurer toute la gravité des implications de la récession pour cette région centrale du monde. Cœur et poumon économique de l'Europe, la RFA est touchée de plein fouet par la récession en train de se développer. Malgré sa puissance relative, celle-ci n'échappe pas aux faiblesses de l'Europe et, comme le reste du vieux continent, elle va, face au protectionnisme US et à la récession outre-Atlantique, être confrontée à une difficulté beaucoup plus grande pour

exporter aux USA ; ce alors même que la baisse du dollar va rendre plus compétitives les marchandises US, et qu'elle n'a pas les mêmes moyens que les USA pour imposer une relative protection de son marché intérieur. Et lorsque l'on sait que 30% du PNB de la RFA est dû aux exportations, que 300.000 ouvriers, dans la seule région du Bade-Würtemberg travaillent pour le seul marché US, qu'un milliard de mark d'exportations en moins, ce sont 20.000 emplois perdus, on mesure l'ampleur du choc à venir. Et ce d'autant que d'ores et déjà le cœur de l'Allemagne industrielle subit durement les coups de la crise (cf. article p.5). Alors que le chômage touche déjà plus de 2 millions de prolétaires en RFA, l'année à venir va voir grossir encore le nombre des ouvriers jetés à la rue.

Ce tournant dans la crise marque un pas en avant déterminant dans l'effondrement du système capitaliste ; la généralisation de la misère, de la barbarie qu'il va entraîner ne peut que renforcer la détermination à se battre des prolétaires, et au premier rang d'entre eux les prolétaires d'Europe de l'Ouest, cœur du capitalisme mondial, afin de renverser ce monstre agonisant qu'est devenu le mode de production capitaliste.

14.12.87
RN

LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE n° 52

- . Crise économique, guerre et révolution
- . Krach : quand il faut payer le solde
- . Guerre; militarisme et blocs impérialistes
- . Polémique : Où va le F.O.R.?
- . Débat international (Mexique) :
- . Crise et décadence du capitalisme.
- . La Gauche Hollandaise en 1919-1920 :
- 2- La 3ème Internationale.



APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'AIDE POUR LA DEFENSE DE NOS IDEES PASSE AUSSI PAR DES SOUSCRIPTIONS. NOUS POURSUIVONS L'APPEL LANCE EN MAI 85 POUR LE SOUTIEN A NOTRE PRESSE ET A NOTRE INTERVENTION.

Pour une souscription minimum de 50f (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 10 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

SOUSCRIPTIONS

Toulouse (RP de novembre 87) :
Br : 100f ; Ra : 150f ; Psc1 : 100f ; JL,Frce : 200f
Tours (permanence du 14.11.87) :
Mallers : 50f ; PB : 13f ; Pépé : 5f ; PhB : 26f
TOTAL : 644f
TOTAL GENERAL : 12 793,50f

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttres de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.